

Commission européenne
Direction Générale Emploi, Affaires sociales et Egalité des chances

Second séminaire d'étude sur les accords transnationaux
27 Novembre 2006

Document de travail n°1

Accords transnationaux – Etude complémentaire
Méthode

1- Objet de l'étude

Analyser les textes transnationaux conjoints s'appliquant principalement dans l'espace européen et interroger les acteurs concernés afin de déterminer :

- Les raisons qui conduisent les parties à conclure des textes transnationaux
- Les intentions des parties concernant la nature des engagements effectués
- La mise en œuvre des textes, les difficultés rencontrées en la matière et les axes de résolution de ces difficultés

Les aspects juridiques éventuellement impliqués seront particulièrement analysés

2- Entreprises et textes concernés

Parmi les textes transnationaux répertoriés jusqu'en 2005 :

- sont traités : textes transnationaux conjoints s'appliquant principalement dans l'espace européen
- sont exclus : Textes ayant principalement vocation à s'appliquer hors d'Europe ou processus de négociation n'ayant pas abouti à un texte signé par deux parties exclus

Le résultat de la sélection est détaillé dans le tableau annexé (avant modifications et compléments apportés par l'étude)

Les 27 entreprises concernées se répartissent par pays de la façon suivante :

- 11 Entreprises françaises : Air France, Axa, Bouygues, Club Méditerranée, Danone, EDF, Geopost, Lafarge, Total, Vinci, Vivendi (Veolia)
- 5 entreprises américaines : Ford, General Motors, Philip Morris (Kraft Jacobs), Sara Lee (DBA), GE Plastics advanced materials (GEPE)
- 4 Entreprises de caractère européen : Dexia (Belgique), Arcelor (Luxembourg), Nordea (Suède), EADS (Pays-Bas)
- 2 entreprises italiennes : ENI, Marazzi
- 5 entreprises des autres pays : Deutsche Bank (Allemagne), Unilever (Pays-Bas), Etex (Belgique), Diageo (UK), Porr (Autriche)

Par secteur, ceci représente 5 entreprises de l'énergie et de la chimie, 4 de la métallurgie, 4 du secteur financier, 4 de l'agroalimentaire, 3 de la construction, 3 des services de réseau, 4 des autres secteurs (transport, tourisme et textile-produits personnels).

Les 51 textes sélectionnés ont été conclus en :

- de 1988 à 1998 : 8 textes
- 1999 : 3 textes
- 2000 : 6 textes
- 2001 : 10 textes
- 2002 : 6 textes
- 2003 : 4 textes
- 2004 : 10 textes
- 2005 : 4 textes

Les textes sont orientés vers :

- Des procédures et questions de représentation : 4 textes
Droits syndicaux, Travail commun, Information et consultation, Négociation
- La gestion des restructurations, associant procédures de dialogue et éléments substantiels : 14 textes
- Des éléments substantiels : 33 textes
RSE et politique ressources humaines : 8
Santé-sécurité : 8
Protection des données : 5
Mobilité, formation, emploi : 5
Egalité : 2
Autres sujets dont ensemble des conditions de travail : 5

Outre les comités d'entreprise européens et certains syndicats nationaux, les fédérations européennes et internationales suivantes ont été signataires des textes : FEM, FETBB, EMCEF, ETF, IUF, IMF, UNI.

3- Contacts et entretiens

Un courrier a été envoyé par le Directeur aux DRH et comités d'entreprise européens des 27 entreprises en octobre 2006, exposant la démarche de la Commission et indiquant le souhait de la Commission de recueillir leur avis par entretien téléphonique (ou par messagerie électronique si cette voie est préférée).

Sur la base de questions ouvertes, les entretiens téléphoniques d'une demi heure environ (ou à défaut des questionnaires) recueillent l'expression des acteurs d'entreprise concernés sur sept questions :

1- Les raisons qui vous ont conduit à signer un ou plusieurs des textes transnationaux conclu dans votre champ, les raisons de l'absence de signature pour les autres
/Your reasons for signing or for not signing the text

2- Le lien entre les différents niveaux de direction de l'entreprise et avec les différents niveaux de représentation des salariés dans le processus de négociation y ayant conduit
/The relations between the different levels of management and with the different levels of employee representation during the negotiation process

3- Votre vision du texte : un accord collectif, un prolongement du comité européen, une déclaration politique,... /*How do you see the text? As a collective agreement, as a result of the EWC's activities, as a political declaration,...?*

4- Vos intentions concernant la nature des engagements effectués, en particulier sur la production d'effets juridiques /*What kind of commitments have been taken through the signature of the text, if any? Do you intend its provisions to be legally binding ?*

5- Le caractère réciproque ou unilatéral de l'engagement éventuel
/ *The mutual or unilateral character of the commitments taken, if any*

6- Votre évaluation de la mise en œuvre du texte
/ *How do you consider that the text has worked in practice ?*

7- Les difficultés éventuelles de mise en œuvre rencontrées et les axes de résolution de ces difficultés
/ *Have there been difficulties in applying the text? What solutions were found, if any?*

L'avis des fédérations européennes, ainsi que celui des syndicats français, italiens et nordiques signataires est recueilli également, sur les mêmes questions

Si les acteurs interrogés souhaitent s'exprimer sur les initiatives de la Commission en matière de négociation transnationale, cette expression est recueillie.

L'expression des acteurs est retranscrite et utilisée pour l'analyse.

Pour la réalisation des résultats intermédiaires soumis au second séminaire d'étude, des entretiens ont eu lieu (ou doivent être finalisés), essentiellement par entretiens téléphoniques, avec

- Des acteurs d'entreprise de Air France KLM, Arcelor, Axa, Bouygues, Deutsche Bank, Dexia, EDF, ENI, Ford, GE plastics, GM, Philip Morris, Lafarge, Nordea, Total
 - A la fois des représentants de la direction et du comité d'entreprise européen dans 6 entreprises
 - Seulement des représentants de la direction dans 6 entreprises
 - Seulement des représentants du comité d'entreprise européen dans 3 entreprises
- Des organisations syndicales (FEM, EMCEF, EFFAT, CGT, CFDT) concernant
 - Spécifiquement Arcelor, Club Med, Danone, EADS, Ford, GM, Philip Morris, Total, Unilever
 - Ainsi que de façon plus générale concernant les textes signés dans les entreprises françaises et celles de la chimie

4- Résultats intermédiaires

L'analyse de l'expression des acteurs cherche à mettre en évidence :

- Des éléments communs et des écarts
- Des regroupements
- Des exemples signifiants

Portant sur

- Les raisons qui conduisent les parties à conclure des textes transnationaux
- Les intentions des parties concernant la nature des engagements effectués
- La mise en œuvre des textes, les difficultés rencontrées en la matière et les axes de résolution de ces difficultés

5- Second séminaire sur les accords transnationaux

Les résultats intermédiaires sont présentés lors du second séminaire d'étude et sont mis en regard et enrichis avec les témoignages des acteurs d'entreprise et les échanges avec les parties prenantes.

6- analyse des textes et données complémentaires

Dans les textes seront recherchés et analysés :

- La présentation des raisons ayant conduit les parties à conclure le texte, en particulier à la lecture du préambule
- Des indications sur la procédure de négociation suivie, en particulier à la lecture du préambule
- Des indications sur l'intégration de la négociation dans l'activité du comité d'entreprise européen : implication du comité européen dans la signature et le suivi, texte en annexe de l'accord constitutif du comité européen,..
- Des indications sur le rôle des organisations syndicales européennes et nationales : signature, suivi, ..
- Des indications sur l'assimilation du texte à un accord collectif : procédures de dépôt, articulation avec d'autres normes conventionnelles, résolution des litiges, amendements
- L'expression des engagements
 - des employeurs
 - des représentants des salariésen distinguant questions procédurales et substantielles et en recherchant les indications éventuelles sur la production d'effets juridiques
- Le détail des modalités de mise en œuvre et de suivi prévues

- Des indications éventuelles sur le droit applicable
- Le détail des modalités de résolution des litiges prévues

Des indications issues d'études ou autres sources pourront être ajoutées aux données recueillies sur les cas si elles sont fiables et pertinentes

7- Résultat final

Le résultat final de l'étude, produit début 2007 se basera sur

- Les réponses des acteurs aux questions
- L'analyse intermédiaire
- Les travaux du séminaire
- L'analyse des textes
- L'analyse des réponses effectuées après l'analyse intermédiaire
- Une recherche bibliographique

Il devra donner des éléments utiles à la réflexion sur l'utilité d'une initiative de la Commission sur les accords transnationaux prenant en compte sa capacité à

- Répondre aux attentes des acteurs,
- Faciliter les processus
- Eviter les suites non désirées
- Contribuer à la mise en œuvre des engagements pris
- Faciliter la résolution des litiges
- Apporter une sécurité juridique

Evelyne Pichot EMPL F2

Liste de textes ayant vocation à s'appliquer dans plusieurs pays européens conclus au niveau de l'entreprise jusqu'en 2005 faisant l'objet de l'étude complémentaire de la Commission, septembre 2006

Entreprise	Date	Dénomination	Domaine
Air France	2000	Avis commun	Mobilité
	2000	Avis commun	Position du personnel commercial
	2001	Charte sociale	Droits fondamentaux, politique RH
Arcelor-Usinor	2002	Convention européenne	Santé & sécurité
	2004	Convention européenne avec groupes de préparation	Santé & sécurité
AXA	2005	Déclaration commune (à inclure dans future renégociation CEE)	Restructuration
Bouygues	2001	Charte sociale européenne	RSE
Club Méditerranée	2001	Déclaration commune	Sous-traitance
	2004	Accord	Droits fondamentaux et mobilité Europe & Afrique

Entreprise	Date	Dénomination	Domaine
Danone	1988	Avis commun	Principes et programme travail commun
	1989	Projet	Information économique et sociale
	1989	Programme d'action	Egalité hommes-femmes
	1992	Accord cadre	Formation
	1994	Déclaration commune	Droits syndicaux
	1997	Avis commun	Gestion des modifications d'activité (formation, reclassement, consultation, droit syndical)
	2001	Accord	Mesures sociales en cas de restructuration
Deutsche Bank	1999	Position commune	Nouvelles structures, sécurité d'emploi et employabilité
Dexia	2002	Principes	Management social
Diageo	2002	Annexe à l'accord CEE	Bonnes pratiques de restructuration
EADS	2005	Accord cadre	RSE
EDF	2004	Accord	RSE
ENI	1996	Accord	Santé & Sécurité
Etex	2002	Charte sociale	Politique ressources humaines
Ford	2000	Accord	Cession de Visteon: statut des salariés, représentation et contrats de Visteon
	2000	Accord	Joint Venture CFT: maintien de contrats Ford, investissements
	2003	Accord cadre	Droits sociaux et RSE
	2004	Accord	Restructuration IOS: maintien emploi, investissements, employabilité
GE advanced materials (GEPE)	2002	Accord	Communications électroniques
	2003	Annexe à l'accord CEE	Procédure de négociation CEE-direction
	2004	Accord	Données d'embauche
General Motors	2000	Accord cadre	Conséquences de l'alliance GM/Fiat sur le statut des salariés et la représentation
	2001	Accord cadre	Restructurations en cours
	2001	Accord cadre	Restructuration d'Opel
	2002	Accord	RSE
	2004	Cadre	Restructuration européenne
GeoPost	2005	Accord cadre	Politique sociale et emploi
Kraft Jacobs Philip Morris	1998	Code de conduite	Fumeurs/non-fumeurs
	1999	Code de conduite	
	2000	Principes	Introduction de l'euro
	2001	Accord	Protection des données
Lafarge	2003	Réunions européennes et Déclaration commune	Santé & sécurité
Marazzi	2001	Déclaration	Santé & sécurité
Nordea	2004	Comité de négociation permanent	Constitution de la SE- Toutes conditions de travail
Porr	2004	Accord	Protection des données
Sara Lee	2001		Santé & Sécurité
Total	2004	Accord	Dialogue social, gestion prévisionnelle des emplois, restructurations
	2005	Accord européen	Egalité des chances
Unilever	2001	Brochure	Restructuration responsable
	2004	Déclaration commune	Protection des données
Vinci	2003	Déclaration commune	Santé & Sécurité
Vivendi	1999	Charte	Sécurité au travail